



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Mauvais usage des médicaments - Décès

Question écrite n° 8179

Texte de la question

M. Charles de la Verpillière appelle l'attention de Mme la ministre des solidarités et de la santé sur le nombre important de décès dus à un mésusage de médicaments. Le collectif « Bon usage du médicament », composé de professionnels de la santé, que Mme la ministre a reçu le 22 mars 2018, recense environ 10 000 morts par an, en France, liées au mauvais usage de médicaments, dont la moitié au moins pourrait être aisément évitée. Aussi, il lui demande quelles mesures le Gouvernement entend prendre pour favoriser la prévention.

Texte de la réponse

Le bon usage des médicaments constitue un enjeu de santé publique majeur. En effet, le bon usage des médicaments doit contribuer au renforcement de la sécurité du patient exposé aux médicaments (en diminuant les effets indésirables (parfois graves) et permettre une meilleure efficacité des traitements. Le rôle des professionnels de santé et notamment des pharmaciens est essentiel pour éviter notamment la prise de médicament inutile, proposer des alternatives médicamenteuses si nécessaire (avec moins d'effet indésirable ou présentant moins d'interactions médicamenteuses) et donner les conseils aux patients favorisant le bon usage. A cet égard une attention particulière sera portée au projet de certification des officines souhaitée par l'Ordre des pharmaciens. Depuis le 1er janvier 2018 des bilans de médication, tels que prévus dans la convention CNAM –pharmaciens d'officine, peuvent être réalisés par les pharmaciens d'officine pour les personnes polymédiquées de plus de 65 ans afin de s'assurer de la pertinence de tous les traitements pris par les patients et de faire modifier, par le prescripteur, les prescriptions qui le nécessitent. L'encadrement de la préparation des doses à administrer (PDA) est également une piste d'action pour favoriser le bon usage des médicaments. La PDA, ou mise en piluliers, permet aux personnes âgées dépendantes, qu'elles soient à leur domicile ou résidentes d'un établissement d'hébergement des personnes âgées dépendantes (EHPAD), de disposer de la quantité exacte de médicaments prescrits aux différents moments de la journée. Cette préparation réalisée par le pharmacien ou l'infirmier devrait éviter les erreurs de prise du patient et ainsi renforcer la prévention de l'iatrogénie médicamenteuse. Des textes réglementaires précisant les modalités pratiques de réalisation de la préparation des traitements médicamenteux, ainsi que bonnes pratiques sont en cours d'élaboration par le ministère des solidarités et de la santé. La promotion du bon usage des médicaments passe aussi par une meilleure connaissance des effets indésirables des médicaments afin de prévoir des mesures de prévention et de gestion du risque d'effet indésirable. Des travaux visant à élaborer une stratégie de promotion de la déclaration des effets indésirables, adaptée aux professionnels de santé, en activant des leviers incitatifs et de valorisation ont été engagés. Enfin, des actions ciblées sur certaines classes thérapeutiques sont également en cours. C'est le cas pour les benzodiazépines toujours en forte croissance malgré des risques bien connus et de nombreuses mesures mises en place depuis ces 10 dernières années pour réduire leur mésusage. Un nouveau plan d'actions pour éviter les prescriptions trop longues de ces médicaments devrait être mis en place en 2019.

Données clés

Auteur : [M. Charles de la Verpillière](#)

Circonscription : Ain (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8179

Rubrique : Pharmacie et médicaments

Ministère interrogé : [Solidarités et santé](#)

Ministère attributaire : [Solidarités et santé](#)

Date(s) clé(s)

Date de signalement : Question signalée au Gouvernement le 22 octobre 2018

Question publiée au JO le : [8 mai 2018](#), page 3845

Réponse publiée au JO le : [6 novembre 2018](#), page 10009